



Luxembourg, le 4 mai 2006

Direction de l'Aménagement Communal et  
du Développement Urbain

Références: **13956 – 26 C**  
**Ville de Luxembourg**  
Affaire suivie par Germain Ruscitti

Votre référence:

Syndicat d'intérêts locaux de Gasperich c/o  
Monsieur Francois Dahm  
29, rue Benjamin Franklin  
L-1540 Luxembourg

Monsieur,

Suite à votre lettre du 28 février 2005 constituant une réclamation dirigée contre l'adoption définitive du 31 janvier 2005 par le conseil communal de la Ville de Luxembourg des projets de modification du Projet d'Aménagement Général, concernant des fonds sis à Gasperich, commune de Luxembourg, au lieu-dit « ban de Gasperich », présenté par l'Administration Communale, j'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe copie de la décision que j'ai prise au sujet dudit projet.

Conformément à l'article 7 de la loi du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, tel qu'il a été modifié par la loi du 21 juin 1999, recours en annulation devant le tribunal administratif est ouvert contre la présente décision, dans un délai de trois mois dès réception de la présente, à peine de forclusion.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes sentiments distingués.

Le Ministre de l'Intérieur  
et de l'Aménagement du Territoire



Jean-Marie HALSDORF



LE GOUVERNEMENT  
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG  
Ministère de l'Intérieur  
et de l'Aménagement du territoire

Luxembourg, le 14 avril 2006

Direction de l'Aménagement Communal et  
du Développement Urbain

Références: **13956 / 26 C**  
**Ville de Luxembourg**  
Affaire suivie par Patrick Isekin

Annexes:

Monsieur le bourgmestre  
de la Ville de  
Luxembourg

Monsieur le bourgmestre,

J'ai l'honneur de vous informer que j'approuve sur la base de l'article 9 de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes et de l'article 108 de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain la délibération du 31 janvier 2005 du conseil communal portant adoption définitive du projet de modification du projet d'aménagement général concernant des fonds sis à Gasperich, commune de la Ville de Luxembourg, au lieu-dit « Ban de Gasperich », présenté par l'administration communale de la Ville de Luxembourg.

La réclamation émanant de la part de Maître Marc Elvinger agissant au nom et pour le compte de la société civile immobilière Plantin est déclarée recevable en la forme et quant au fond partiellement fondée. Le réaménagement de la rue Raiffeisen a pour conséquence que le tracé empiète sur les terrains actuellement réservés au parking d'une surface commerciale (Messagerie du livre). Toutefois, cet argument ne peut être considéré comme étant fondé, dans la mesure où le réaménagement de la rue Raiffeisen est indispensable à la réalisation du projet en marge, alors que cette dernière constitue un axe principal routier devant évacuer le trafic routier supplémentaire. En outre l'élargissement de ladite voie de circulation est nécessaire, afin d'assurer le bon fonctionnement des réseaux de transport public.

D'autre part le réaménagement d'une voie de circulation, devant relier la zone industrielle existante avec le Ban de Gasperich, ainsi que l'aménagement d'une liaison piétonne et cyclable entre le quartier d'habitation de Gasperich avec la zone de loisirs de Kockelscheuer a pour conséquence qu'une partie de la zone d'activité A (propriété du réclamant) est reclassée en zone de verdure. Or, l'argument avancé par les autorités communales qu'il y a lieu d'aménager ce couloir vert le long de la Weiherbach n'est point fondé, alors que cette dernière est matériellement inexistante. Par conséquent, la bande de verdure, ainsi que la voie de circulation projetées, longeant la propriété du réclamant, sont déplacées de 20 mètres vers le sud-est. Je tiens cependant à relever que la connexion de la voie de circulation projetée, aboutissant au giratoire prévu dans la rue François Hogenberg doit être garantie.



Les réclamations émanant de la part du syndicat d'intérêts locaux de Gasperich a.s.b.l., de Monsieur François Dahm, de Monsieur Léon Ury, de Madame Jacqui Lakaff, de Monsieur J.A. Monti, de Madame Myriam Schanck, ainsi que de 220 habitants de Gasperich sont déclarées recevables en la forme et quant au fond non-motivées.

En premier lieu, en ce qui concerne la procédure à respecter par les autorités communales, particulièrement l'établissement de l'ordre du jour des séances du conseil communal, il y a lieu de constater que l'ensemble des conseillers ont certifié la justesse du texte de la délibération par leur signature en bas du procès-verbal.

Pour ce qui est de la publication des documents, telle que requise par l'article 9 de la loi du 12 juin 1937 concernant l'aménagement des villes et autres agglomérations importantes et conformément à l'article 108(4) de la loi modifiée du 19 juillet 2004 concernant l'aménagement communal et le développement urbain, je constate que sur base des certificats établis par l'autorité communale les documents du projet en marge ont été publiés en bonne et due forme. Je tiens à préciser que la circulaire ministérielle N° 2246 dispose que « [...] *tant le règlement sur les bâtisses, les sites et les voies publiques que les parties écrites et graphiques des plans d'aménagement généraux et/ ou particuliers sont des **actes réglementaires** qui nécessitent de ce fait une publicité adéquate afin d'être opposables aux administrés.* » Le masterplan « Grossfeld » ainsi que l'étude du bureau d'études Schroeder et Associés, élaborés pour le compte du Ministère des Transports et des Travaux publics, de l'Administration des Ponts et Chaussées et de la Ville de Luxembourg ne sont pas à considérer comme des actes réglementaires et la circulaire ne peut pas être invoquée en l'espèce.

Concernant les remarques formulées à l'encontre du Masterplan, acte non réglementaire tel que déjà précisé plus haut, je voudrais à titre indicatif évoquer qu'il s'agit d'un document de base de travail, devant assurer l'intégration du quartier « Ban de Gasperich » dans son environnement naturel et bâti.

D'après le concept IVL, le développement du Sud-Ouest de la Ville de Luxembourg fait partie des 6 projets phare des années à venir. Il est d'une importance cruciale que la population de Luxembourg-Ville augmente. D'après l'IVL 50% des emplois au Luxembourg sont situés à Luxembourg-Ville ce qui entraîne des flux de transports de plus en plus problématiques. Le développement du Sud Ouest de la Ville de Luxembourg devrait se faire en étroite collaboration avec les communes avoisinantes. L'IVL y voit un endroit clé pour créer des logements qualitatifs afin d'augmenter la population de Luxembourg Ville pour atteindre la masse critique nécessaire pour que la capitale puisse jouer son rôle au niveau international.

En ce qui concerne l'aménagement des terrains sis dans le prolongement de la rue Emile Bian – point a) de la réclamation, je me rallie à la prise de position de l'autorité communale. Vu la situation des terrains aux confins du territoire de la commune de Luxembourg à proximité de l'autoroute et à l'écart des infrastructures publiques (sociales et scolaires), et vu l'aménagement des terrains de la commune de Hesperange (en tant que zone d'activités), j'estime que lesdits terrains, vu leur situation isolée, ne se prêtent guère à l'aménagement d'un quartier d'habitation. Le classement des terrains en zone d'activité est plus adapté dans le contexte du développement actuel.

Ensuite en ce qui concerne l'envergure et la localisation des « terrains réservés aux édifices et installations publiques », (point c) j'estime que d'une part l'envergure est justifiée alors que lesdits terrains devront accueillir entre autres une caserne de pompiers et un nouveau lycée. D'autre part, la localisation de cette zone est adaptée à sa destination, notamment pour la caserne de pompiers, puisqu'elle est située à proximité immédiate d'un grand axe de circulation, voire de l'autoroute.

Pour ce qui est du point d) de la réclamation, je me rallie à la prise de position de la commune tout en insistant sur le fait que lors de l'aménagement du parc et de la renaturation du cours d'eau les prescriptions, voire les recommandations de l'Administration des Eaux et Forêts, seront à respecter. Il y a toutefois lieu de noter que l'aménagement en détail de ce parc est à considérer dans une phase suivante de la planification.

Concernant le point e) de la réclamation, je n'ai pas de remarques supplémentaires à formuler par rapport à la prise de position de la commune à laquelle je me rallie entièrement.

En effet, il y est précisé que la « Rue de Raiffeisen » est élargie de sorte d'y aménager les couloirs réservés aux transports publics.

En outre, il y est spécifié qu'un concept de circulation, incluant le « boulevard Cloche d'Or », le futur boulevard de Merl et le futur boulevard de Cessange, a été élaboré afin de diminuer le trafic de transit dans les quartiers d'habitation de Merl, de Cessange et de Gasperich.

En plus, il y est développé que d'une part le prolongement de la « Rue Hogenberg » est inscrit depuis l'adoption du PAG en 1991 et que d'autre part le projet en marge n'y apporte aucune modification.

En ce qui concerne le développement de l'arrêt Howald situé sur le territoire de la commune de Hesperange, j'estime que ladite gare n'est pas à planifier en fonction du réaménagement de l'échangeur de l'autoroute, mais que ce réaménagement permet plutôt un rapprochement du tissu urbain des communes de Luxembourg.

Dans les objectifs prioritaires du Programme directeur de l'aménagement du territoire il est question de créer des villes attractives et dynamiques comme fondement d'un développement économique durable en assurant un développement urbain équilibré pour redéployer la fonction résidentielle dans les villes.

Le Programme Directeur décrit comme objectif la promotion du polycentrisme et de la déconcentration. C'est-à-dire que la concentration des activités économiques au centre du pays tout en découpant les fonctions « travailler » et « habiter » est l'origine de bon nombre de problèmes. Le phénomène de périurbanisation a comme effet que l'agglomération de la Ville de Luxembourg forme une conurbation peu structurée et diffuse. Une restructuration à l'intérieur du périmètre, comme c'est le cas pour le Sud de la Ville de Luxembourg est indispensable pour cadrer l'urbanisation future dans un modèle d'organisation territoriale qui respecte les objectifs du développement durable.

Veuillez agréer, Monsieur le bourgmestre, l'expression de mes sentiments très distingués.

Le Ministre de l'Intérieur  
et de l'Aménagement du Territoire



Jean-Marie HALSDORF

